

PLF 2017

Comment tripler la croissance en quelques mois

● Le taux de croissance prévu est de 4,5% alors qu'il était seulement de 1,4% en 2016. Exonération de la TVA pendant 36 mois pour les entreprises lançant de nouveaux projets. Pour ce qui est des régions, les parts de l'IS et de l'IR dans leur budget passent de 2 à 3%



La prochaine équipe gouvernementale devrait réfléchir à une loi de Finances rectificative qui comprendrait des hypothèses en harmonie avec sa politique.

C'est un projet de loi de Finances 2017 plutôt optimiste que celui présenté mardi en Conseil de gouvernement. Dans son esprit et ses orientations, le draft gouvernemental s'appuie sur les directives issues du Conseil des ministres, présidé par le souverain, a tenu à préciser Mustapha El Khalfi, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement. En pleine période électorale, l'exercice est difficile et sensible. Mais l'équipe Benkirane appréhende l'année prochaine avec plus d'optimisme que les pronostics de croissance de Bank Al-Maghrib, qui tablent sur 4% de croissance. Avec un demi-point de plus, ce qui en termes de PIB n'est pas négligeable, le PLF 2017 prévoit un taux de croissance de 4,5%. Il faut que toutes les bonnes conditions agricoles, conjoncturelles, assorties d'un prix bas du baril, soient réunies pour pouvoir tripler le taux de croissance. Cela revient à passer de 1,4% de prévisions de croissance en 2016 à 4,5%. Pour planter le décor du PLF 2017, le gouvernement prévoit, outre un taux de

croissance ambitieux, les hypothèses suivantes: un déficit budgétaire de 3% du PIB (3,2% pour BAM), un cours moyen du gaz butane de 3,50 dollars/tonne et une inflation limitée à 1,7%. Le PLF 2017 vise également la création de 23.168 postes d'emploi, ce qui reste dans la norme des précédents projets quand bien même un tel engagement risquerait d'alourdir encore plus la masse salariale. Dans le contexte actuel, il s'agit d'engagements politiques, économiques et fiscaux pour lesquels le prochain gouvernement doit batailler afin de les réaliser. Dans l'autre cas de figure, la prochaine équipe gouvernementale devrait réfléchir à une loi de Finances rectificative qui comprendrait des hypothèses en harmonie avec sa politique. Sur le volet de l'investissement public, indicateur par excellence du volontarisme du PLF, la copie gouvernementale porte sur pas moins de 190 MMDH. Ce budget comprend les établissements publics, l'administration publique et les collectivités territoriales. Par ailleurs, 62 MMDH de ce budget seront dédiés à l'investissement public relatif

à l'administration. Concernant les stratégies sectorielles, 8,9 MMDH ont été consacrés au Plan Maroc vert, 3,7 MMDH au Plan d'accélération industrielle et 11,7 MMDH aux énergies renouvelables. Même tendance pour ce qui a trait à la mise en œuvre des grands chantiers. Le PLF 2017 alloue 1,2 MMDH aux autoroutes, 6 MMDH aux chemins de fer, 1,5 MMDH aux aéroports et 20 MMDH aux ports. Des mesures en faveur de l'entreprise, le PLF n'en manque pas. Ainsi, il propose d'exonérer de l'impôt sur les sociétés, durant cinq ans, les entreprises industrielles nouvellement créées. Il prévoit également l'exonération de la TVA, pendant 36 mois, pour les entreprises lançant de nouveaux projets dans le cadre

des accords d'investissement, avec un montant dépassant 100 MDH. Plus encore, le PLF 2017 veut appliquer une exonération permanente de l'impôt sur le revenu pour une indemnité de stage plafonnée à 6.000 DH en vue de promouvoir l'emploi des jeunes diplômés. Il s'agit là d'une disposition susceptible de dynamiser l'auto-entrepreneuriat. Aujourd'hui, on ne compte pas moins de 30.000 auto-entrepreneurs déclarés. Même engagement en faveur de la création et de l'accompagnement des start-up en octroyant une enveloppe de 500 MDH. Et pour booster la création d'emplois, on s'achemine vers un soutien plus appuyé de l'intégration industrielle dans les zones franches d'export et sur l'ensemble du territoire national. Dans cette perspective d'attractivité économique des territoires, les régions ne sont pas en reste. Le PLF prévoit une hausse de 2 à 3% de la recette de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu au profit des régions. Il ne faut pas oublier qu'à cette manne s'ajoutent les fonds émanant du budget général estimés à 2 MMDH pour arriver à un total de 5,2 MMDH. En matière d'investissement, notons que le PLF 2017 prévoit une augmentation de 3,6% du budget alloué comparativement à 2016. Autres chiffres importants: le projet de loi de Finances consacre 106,7 MMDH à la masse salariale relative aux fonctionnaires, 27,47 MMDH aux intérêts de la dette et 14,65 MMDH à la compensation.

PAR MOSTAFA BENTAK
m.bentak@leseco.ma

10 MMDH pour le social

Le PLF 2017 s'inscrit aussi dans la dynamique des stratégies sociales en matière d'éducation et d'enseignement supérieur, de santé et d'habitat, pour 10 MMDH à titre d'investissements dans les secteurs sociaux. Ce budget est dispatché de la manière suivante: 3,8 MMDH destinés à l'enseignement, 2,4 MMDH à la santé, 2,5 MMDH à l'habitat. N'oublions pas la poursuite de la mise en œuvre du programme de réduction des disparités sociales et territoriales, pour une enveloppe de 50 MMDH.